Valérie LADEGAILLERIE

**REFORME DE L'ONU
PROPOSITIONS**

© Valérie LADEGAILLERIE
ISBN 979-10-96025-50-3

© Cette œuvre est protégée par le Code de la propriété intellectuelle selon la loi du 1^{er} juillet 1992.
Manuscrit déposé pour protection juridique. Coquilles non corrigées.
Citations autorisées avec la mention de l'auteur et <http://valerie-ladegaillerie.e-monsite.com>

Valérie LADEGAILLERIE

Docteur ès Science politique, Docteur ès Droit, Docteur ès Philosophie
Directeur département Droit-Sciences, politiques, Stratégie militaire
Institut Européen de Recherche Sociétale et Stratégique
Chercheur participatif Anaxagora

SOMMAIRE

▣ **L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES**

- L'ORGANE
- LE FINANCEMENT
- L'ONU ET LES ETATS MEMBRES

▣ **LE DROIT ONUSIEN**

- L'INGERENCE : THEORIE
- LA R2P - RESPONSABILITY TO PROTECT - AU TITRE DU CHAPITRE VII : INTERVENTION ENCADREE
- LE DEVELOPPEMENT

▣ **L'ONU : PROPOSITIONS DE REFORME**

- LA REFORME DU CONSEIL DE SECURITE
- CREER UNE FORCE D'ACTION RAPIDE
- UN AVENIR POUR L'ONU : L'ETABLISSEMENT D'UN CONSENSUS MONDIAL
- ET SI L'ON APPLIQUAIT LA CHARTE?

□ L'ONU

➤ L'ORGANE¹

L'ONU naît le 24 octobre 1945 suite à la ratification de la Charte par la Chine, les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'URSS et la majorité des autres pays signataires.

L'expression "Nations Unies" apparaît au cours de la guerre 39-45 et est utilisée dans la Déclaration des Nations Unies du 1er janvier 1945 par laquelle les représentants de 26 pays s'engagent à poursuivre la guerre contre les puissances de l'axe.

Printemps 1945 : Conférence de San Francisco où se rencontrent les représentants de 50 pays afin d'élaborer la Charte des Nations Unies.

Les six organes principaux -

. l'Assemblée générale, organe délibérateur, décisionnaire et représentatif des Nations Unies

Chaque année en septembre les Etats membres se réunissent à New York pour la session annuelle et le débat général au cours duquel des chefs d'Etat prennent la parole. Les décisions sont prises à la majorité des 2/3 telles les recommandations relatives à la paix et à la sécurité, l'admission de nouveaux membres et les questions budgétaires, les autres décisions sont prises à la majorité simple.

. le Conseil de sécurité dont la responsabilité principale est le maintien de la paix et de la sécurité internationale (5 membres permanents et 10 non permanents)
Aux termes de la Charte, les Etats membres sont tenus d'appliquer les décisions du Conseil qui est compétent au premier chef pour constater l'existence d'une menace contre la paix ou d'un acte d'agression. Il invite les parties à un différend à le régler par des moyens pacifiques. Il peut imposer des sanctions, voire autoriser l'emploi de la force. La présidence est tournante tous les mois.

. le Conseil économique et social, organe chargé de la coordination et du dialogue et de la prise de recommandations sur les questions économiques, sociales et environnementales ainsi que dans la mise en oeuvre des objectifs de développement adoptés au niveau international

. le Conseil de tutelle

Il a mis fin à ses activités au 1er novembre 1994.

. la Cour internationale de justice, principal organe judiciaire

La Cour internationale de justice a son siège au Palais de la Paix à La Haye. Elle a pour mission de régler conformément au droit international les différends d'ordre juridiques qui lui sont soumis par les Etats et de donner des avis consultatifs sur les questions juridiques que peuvent lui poser les organes et les institutions spécialisées de l'ONU autorisés à le faire.

. le Secrétariat au service des autres organes principaux dont il administre les politiques et les programmes

. Conseil des droits de l'homme

Le Conseil des droits de l'homme remplace en 2006 la Commission des droits de l'homme.

¹ Valérie Ladegaillerie, *Droit international public*, in <http://valerie-ladegaillerie.e-monsite.com>

La Commission des droits de l'homme était composée de 53 membres élus pour 3 ans par le Conseil économique et social répartis en cinq groupes régionaux : Afrique, Asie, Amérique latine et Caraïbes, Europe de l'Est, Europe de l'Ouest et autres Etats. La Commission était très controversée par Human Rights Watch entre autres ONG entendu que nombre de leurs membres violaient les droits de l'homme, à l'ex du Soudan, de la Chine ou encore de la Russie.

La stratégie pour un Etat non respectueux des droits de l'homme était de se faire élire à la Commission pour être juge et partie à l'abri de toute condamnation par le jeu d'alliances. L'instrument privilégié était la motion de "non action" qui tire son fondement de l'article 65-2 du règlement interne des commissions techniques du Conseil économique et social établissant que "Toute motion tendant à ce que la Commission ne se prononce pas sur une proposition a la priorité sur cette proposition".

Kofi Annan déclare lors de la 59^e session annuelle de 2003 : "Votre voix a été affaiblie... et votre message a perdu en clarté. Pour que la Commission joue pleinement le rôle qui est le sien et que la cause des droits de l'homme progresse à l'échelle universelle, il faut que cela change".

Lors de la session de 2006, Kofi Annan annonce la fin de la Commission des droits de l'homme et son remplacement le 19 juin 2006 par le Conseil des droits de l'homme. Ce Conseil siège en permanence à Genève, il est l'organe subsidiaire de l'Assemblée générale. Composé de 47 membres élus par l'Assemblée générale à la majorité absolue : élection le 9 mai 2006 avec une représentation géographique équitable avec 13 sièges pour l'Afrique, 13 pour l'Asie, 8 pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 7 pour l'Europe occidentale et autres Etats et 6 pour l'Europe de l'Est. Les Etats sont élus pour un mandat de 3 ans non renouvelable après deux mandats consécutif et, après 6 ans, un Etat doit attendre avant de reposer sa candidature un an. Le Conseil est renouvelable par tiers tous les ans. L'innovation réside dans la mise en place d'un mécanisme d'examen périodique universel de tous les Etats sur leur respect des droits de l'homme : ce qui explique la suspension du Conseil des droits de l'homme de la Russie le 7 avril 2022. Les ONUG sont interlocuteurs reconnus au Conseil des droits de l'homme par leur connaissance des enjeux.

➤ LE FINANCEMENT

Le financement de l'ONU -

. les contributions pour le budget régulier - évaluées pour chaque Etat selon sa capacité à payer (le taux maximum est de 22% et le minimum de 0.001%)

. les contributions pour les opérations de maintien de la paix - calculées pour chaque mission sur une échelle différente entendu que les pays développés payent proportionnellement plus

. les contributions volontaires

A noter l'insuffisance permanente du budget de l'ONU qui lui permet seulement de financer son fonctionnement. Outre l'insuffisance du budget il faut convenir que les retards de paiement ne facilitent pas la réalisation des objectifs définis. Pour les programmes supplémentaires il est nécessaire d'abonder le budget. Ces programmes sont financés volontairement par des Etats mais aussi par des privés - ex : l'UNICEF ou le PAM. A noter que certains programmes se recoupent et se font concurrence, aussi une classification par objet serait-elle nécessaire. Les principaux contributeurs sont les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, l'Italie, le Canada, l'Espagne et la Chine. A observer que les dépenses militaires augmentent entendu que le but premier des Nations Unies est d'assurer la paix et la sécurité internationales.

➤ L'ONU ET LES ETATS MEMBRES

L'ONU n'est pas une puissance, elle ne peut agir indépendamment des Etats, elle n'est qu'un instrument à leur disposition. La guerre froide a paralysé son action pendant de nombreuses années. Le droit de veto des membres du Conseil de sécurité paralyse souvent son action, ex : suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie entendu que la Russie est juge et partie.

Difficile de réformer l'institution lorsque l'on sait que les cinq Etats membres permanents refusent d'abandonner leur privilège de droit de veto.

□ LE DROIT ONUSIEN

➤ L'INGERENCE : THEORIE

. Le concept de souveraineté de l'Etat est un concept fondamental du DIP.

. Le droit d'ingérence n'est pas reconnu en DIP car il remettrait en cause le principe de souveraineté de l'Etat.

× *Principe de non-ingérence – et non non-intervention* – il désigne l'obligation pour tout Etat de respecter le caractère exclusif des compétences territoriales d'un autre Etat²
Tempérament – l'intervention sollicitée par les autorités légitimes (ex : l'intervention de la France au Mali sur demande du président malien)

. L'idée d'ingérence humanitaire refait surface au gré des conflits, pourtant elle ne constitue pas un principe juridique, elle n'est qu'une revendication qui se heurte aux principes juridiques fondamentaux constitutifs de l'architecture du DIP. Dans *De jure belli ac pacis*, Grotius développe l'idée du droit pour la société humaine d'intervenir si un tyran fait subir à ses sujets "un traitement que nul n'est autorisé à faire". L'intervention : autre mot pour dire la guerre. De facto, toute parole, toute action, tout geste d'un Etat est une intervention car il s'immisce dans les affaires internes d'un autre Etat et viole le principe de *souveraineté* dudit Etat. Au sens spécifique d'immixtion par la force dans les affaires internes d'un Etat, le vocable apparaît dans les années 1820 mais il ne figure pas dans la Charte des Nations unies.

Brocher de la Fléchère³ considère que l'intervention suppose la contrainte alors que l'assistance implique le consentement ; à l'opposé, Rougier évoque l'intervention comme "une ingérence, exercée d'autorité et au moyen de violence ou de ruse par un Etat", aussi, se distingue-t-elle de l'assistance dont l'objectif est de procurer des secours aux victimes en fournissant aliments, soins médicaux, abris...

En tant que mode de justification de la guerre, l'intervention humanitaire armée existe depuis fort longtemps. La Chine atteste déjà de sa présence il y a 4 000 ans. Théorisée à la fin du XIX^e siècle, elle se développe particulièrement dans les années 1990 en raison de divers facteurs : effondrement du bloc de l'Est, efforts de la diplomatie française afin de promouvoir l'assistance, le développement de la pratique de l'action humanitaire, l'essor d'un discours global sur les Droits de l'Homme, la multiplication des instruments... la mondialisation, sans omettre le rôle croissant et influent des médias.

× La conceptualisation moderne de l'idée d'ingérence – Biafra (1967-1970)⁴

La notion d'intervention dite d'humanité afin de protéger des nationaux en situation de danger apparaît clairement avec la guerre civile du Biafra.

L'on peut évoquer *un devoir d'ingérence* face aux dictatures de Bokassa en République centrafricaine et d'Idi Amin Dada en Ouganda puis comme Bernard Henri Lévi reprendre l'expression lors de la guerre du Cambodge.

² Historique du principe – l'utilité de distinguer non-intervention et non-ingérence vient du fait que les voies de l'ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat peuvent différer du recours à la force armée. Cette interdiction découle des articles 1 et 2 de la Charte des Nations Unies. La déclaration 2625 relative aux principes du DIP touchant les relations amicales et la coopération entre Etats conformément à la Charte adoptée par l'Assemblée générale le 24 octobre 1970 reprend l'énoncé de tels principes. Ainsi dans l'arrêt de 1986 Nicaragua-Etats-Unis.

³ Brocher de la Fléchère, *Les révolutions du droit* (1864).

⁴ A noter la création de Médecins sans frontières deux ans après la guerre du Biafra. Si le Dr Kouchner et ses amis sont au Biafra avec le CICR, c'est bien que le CICR est au Biafra ! (logique) Sans attendre autorisation, est mis en place un pont aérien avec les églises notamment scandinaves et autres organismes plus ou moins caritatifs, plus ou moins humanitaires, dans une zone que le gouvernement nigérien interdisait de parcourir.

Reformulation en "droit d'ingérence" avec Mario Bettati⁵ que reprendra Bernard Kouchner – l'utilisation du vocable "droit" dans l'expression "droit d'ingérence" est impropre car il ne s'agit nullement d'un droit. A observer que l'expression "devoir d'ingérence" apparaît pour la première fois en 1979 sous la plume de Jean-François Revel dans un article consacré aux dictatures de Jean-Bedel Bokassa et d'Idi Amin Dada.

✕ Les années 1980 – L'expression s'utilise alors pour qualifier le franchissement illégal de frontières notamment au Salvador, Afghanistan, Tchad, Angola... dans certaines zones (ex : le Zaïre qui soutient l'UNITA, le Pakistan allié des Moudjahidines en Afghanistan, le Soudan associé aux Erythréens en Ethiopie...)

✕ Les années 1990 – militarisation de l'ingérence

Au début des années 1990, le relatif échec des interventions en Irak et Somalie entre 1991 et 1993 conduit à une phase de repli non-interventionniste avec des conséquences humanitaires dramatiques au Rwanda (1994) ou en Bosnie (1995)... La culpabilité engendrée par ces catastrophes conduit à un retour à l'interventionnisme au Kosovo⁶ et au Timor Oriental mais avec une prudence que symbolise la doctrine de *la guerre zéro mort*⁷ - autre absurdité sémantique.

Le Conseil de Sécurité n'autorise pas l'intervention au Kosovo (1999)⁸. Elle est par définition illégale puisqu'en DIP seul le Conseil de sécurité est habilité à autoriser l'usage de la force en vertu du Chapitre VII qui porte sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Ceux qui défendent l'intervention évoquent alors une intervention illégale mais légitime.

Le problème est l'inexistence de critères objectifs et consensuels pour déterminer la légitimité d'une intervention. De facto, la campagne aérienne de l'OTAN au Kosovo est une catastrophe humanitaire qui constitue un des cas les plus exemplaires de violation du principe de proportionnalité. La majorité des purges a lieu *après* le début des bombardements. Lord Carrington, ancien ministre des Affaires étrangères britannique, secrétaire général de l'OTAN et président de la Conférence européenne sur l'Ex-Yougoslavie, reconnaît que les bombardements sont la cause direct du nettoyage ethnique.

A souligner que cette intervention n'est pas désintéressée puisque MM. Blair et Clinton considèrent qu'il existe "des intérêts nationaux en jeu dans une partie particulièrement explosive de l'Europe" car "l'Amérique pour être prospère et sûre, a besoin d'une Europe prospère, sûre, unie et libre." L'on peut légitimement penser que l'intervention de l'OTAN est aussi motivée par des raisons identitaires afin donner une nouvelle raison d'être à cette organisation dans un monde post-guerre froide où l'on s'interroge sur son utilité désormais.

⁵ Mario Bettati précise que "l'expression "droit d'ingérence" sans davantage de précision (...) est dépourvue de tout contenu juridique. Elle n'en acquiert un que si elle est assortie de l'adjectif "humanitaire". Ce dernier, par la finalité qu'il assigne à l'intervention, la prive de l'illicéité dont elle est universellement attachée". De fait, il serait plutôt un "droit d'assistance humanitaire".

⁶ Ibrahim Rugova cherche à établir une médiation puisque que la guerre n'est pas la meilleure solution pour faire advenir un régime plus démocratique, il sera traité de "traître", de "Pétain" kosovar...

⁷ Aujourd'hui force est de constater que les technologie modernes ne suffisent pas à gagner une guerre et *la guerre zéro mort* est un concept absurde et non opérationnel.

⁸ Affaire du Fer à cheval présentée le 8 avril 1999 par le ministre allemand de la Défense à Bonn. Or, les services secrets allemands imaginent ce plan car, selon eux, les forces serbes de Slobodan Milosevic auraient prévu dès la fin de 1998 de prendre en étau la population albanaise du Kosovo pour l'expulser de la province. On prévoit 1 million de morts sur les 2 de la population du Kosovo et l'on estime déjà des milliers de morts... Le journal Der Spiegel démonte ce mensonge. Dans le même esprit, on se souvient des armes de destruction massive détenues par l'Irak : mensonge d'Etat encore une fois.

✕ Les années 2000 – le recul

Les attentats du 11 septembre 2001 marquent le début d'une nouvelle période dominée par les idées de sécurité nationale et de guerre contre le terrorisme ; période qui se traduit concrètement par un repli de l'interventionnisme humanitaire. MM. Blair et Bush tentent de faire croire en Irak en 2003 à une intervention humanitaire lorsque la raison initiale invoquée se révèle factice. L'on peut penser que dans la lignée du syndrome du Vietnam, puis de celui de Mogadiscio, il existe désormais un syndrome irakien qui génère une grave conséquence : *l'érosion de la légitimité et de la crédibilité des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne en tant que porteurs de normes.*

Dans la même idée, l'illégalité de l'intervention affaiblit la crédibilité et la légitimité du Conseil de sécurité qui tend à accepter *le droit du plus fort*. Participe de cette conception, la suspicion autour de la nouvelle rhétorique humanitaire lorsque l'on voit l'intervention en Irak mais la passivité devant le drame du Darfour. *L'on ne peut que constater l'échec du DIP, outil politique des puissances du Conseil de sécurité.*

La revendication d'ingérence trouve sa justification philosophique moderne dans l'idée d'une nouvelle morale des relations internationales fondées sur des valeurs universelles comme la démocratie, l'état de droit... ou le respect de la personne humaine. On accole à ingérence l'adjectif humanitaire afin de légitimer les motifs d'une intervention unilatérale, individuelle ou collective d'Etats afin de faire cesser les violations du Droit International Humanitaire constatées pendant une guerre.

Le contexte de l'idée d'ingérence humanitaire : le conflit armé et la violation des règles du DIH - Le DIH⁹ fait partie du DIP et désigne un ensemble de règles qui, pour des raisons humanitaires, cherchent à limiter les effets des conflits armés. Il protège les personnes qui ne participent pas ou plus aux combats et restreint les moyens et méthodes de guerre.

Six principes fondamentaux –

✕ *le principe d'humanité* – il impose le DIH comme droit pragmatique au cœur du conflit pour concilier nécessités militaires et humaines

✕ *le principe de distinction* – il impose aux belligérants de faire en tout temps la distinction combattant/non-combattant ainsi qu'entre bien civil/objectif militaire

✕ *le principe de précaution* – il intervient lorsqu'une opération militaire doit être poursuivie alors qu'il existe un risque pour les civils et impose que "les opérations militaires doivent être conduites en veillant constamment à épargner la population civile, les personnes civiles et les biens à caractère civil." (art.57. PA I)

---

9 Droit International Humanitaire : DIH. "Le seul but légitime que les Etats doivent poursuivre durant la guerre est l'affaiblissement des forces militaires de l'ennemi." Saint-Petersbourg (1868). Pour illustration : la Convention de la Haye sur les bâtiments hospitaliers (1904), Convention de Genève sur les blessés, malades et naufragés des forces armées sur mer (1949), Convention de Genève sur les prisonniers de guerre (1949), Convention de Genève sur les personnes civiles (1949), Acte final de la Conférence diplomatique de Genève (1974-1977), Convention relative aux droits de l'enfant (1989), Déclaration de la Haye interdisant les gaz asphyxiants (1899), Déclaration de la Haye interdisant les balles qui s'aplatissent (1899), Convention de la Haye concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre (1907), Convention interdisant les armes biologiques (1972), Convention interdisant les armes chimiques (1993)... A noter que nombre de personnes au XXI^e siècle acceptent l'idée de pertes civiles, les considérant comme inévitables et, plus alarmant, considèrent la torture comme parfois nécessaire.

✕ *le principe de proportionnalité*¹⁰ – si la neutralisation ou la destruction de l'avantage militaire ennemi risque d'engendrer des pertes ou des dommages civils, ces opérations militaires doivent être réalisées en veillant à éviter de provoquer des pertes ou des dommages parmi les personnes et les biens civils "qui seraient excessifs par rapport à l'avantage militaire concret et direct attendu" (art.51§ 5b, PA I) – bilan pertes/profits

✕ *le principe d'interdiction des maux superflus et souffrances inutiles* – à savoir causer des dommages ou des souffrances non nécessaires pour atteindre ces buts strictement militaires et l'affaiblissement du camp adverse (art.35, PA I)

✕ *le principe de loyauté dans la conduite des combats* – la perfidie est interdite par les textes de DIH (art.37, PA I) "Constituent une perfidie les actes faisant appel, avec l'intention de la tromper, à la bonne foi d'un adversaire pour lui faire croire qu'il a le droit de recevoir ou l'obligation d'accorder la protection prévue par les règles du DIH."

Ses défenseurs considèrent qu'il existe un droit de regard critique et devoir d'action des acteurs de la communauté internationale s'ils sont convaincus de l'existence de violations répétées du DIH. Toute la difficulté provient de la preuve, il faut rechercher ce qui relève de l'information et de la désinformation¹¹.

Mais s'arroger le droit de vérifier l'application du DIH n'est-ce pas s'arroger officiellement le droit de s'ingérer dans les affaires internes d'un Etat ? – et par conséquent de violer la souveraineté dudit Etat

Illustration - La volonté d'ingérence peut cacher la volonté de renverser un président en application d'une logique stratégique précise de reconfiguration – ex : au Moyen-Orient selon l'aveu même des Etats-Unis – tout comme il peut avoir pour objectif l'affaiblissement d'un ennemi potentiel.

Le droit positif ne consacre pas pour autant le principe d'ingérence humanitaire. Il n'est qu'une revendication politique mais non un droit d'assistance ou de secours que consacre la résolution 43/131 de l'ONU du 8 décembre 1988 autorisant le libre accès des ONG "aux victimes de catastrophes naturelles et situations d'urgence du même ordre". A signaler que l'assistance suppose l'accord de l'Etat concerné.

L'idée d'ingérence humanitaire se heurte aux principes juridiques de non-ingérence, de souveraineté et de non recours à la force entre Etats.

L'Assemblée générale de l'ONU fait une déclaration fondamentale (36/103) en date du 9 décembre 1981 grevée d'une annexe intitulée "Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention et de l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats" où l'on affirme qu'"Aucun Etat ou groupe d'Etats n'a le droit d'intervenir et de s'ingérer de quelque manière que ce soit dans les affaires intérieures et extérieures d'autres Etats".

¹⁰ A noter l'interdiction de certains armes : balles dum-dum, balles qui éclatent au contact de la cible afin de maximiser les dégâts sur les personnes bien que les Anglais les utilisent en Inde ; gaz moutarde : arme chimique utilisée pendant la Première guerre mondiale qui entraîne à terme des brûlures sur la peau et les poumons...

¹¹ Ex : en Syrie, Bachar al Assad n'est pas démocrate, son père ne l'était pas non plus pourtant personne n'a envisagé de saisir l'ONU pour les exactions résultant d'un système policier avec lequel tout le monde s'arrangeait parce que le régime syrien constituait un point de stabilité dans une région instable (crise israélo-palestinienne, Liban, guerre Irak-Iran...). Avril 2017, Bachar al Assad, soutenu par l'Iran : attaque chimique en Syrie sur sa propre population. La communauté internationale s'interroge sur l'impunité de celui-ci...

De facto, le principe de non-ingérence s'inscrit dans l'architecture juridique du DIP reposant sur le principe de souveraineté des Etats, le devoir de réserve, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, fondamentaux des objectifs de la paix et de la sécurité internationales.

Le principe de non-ingérence est indissociable du principe de souveraineté des Etats, il est le critère essentiel de son indépendance politique. Historiquement, la souveraineté suppose que l'Etat jouisse sans entrave aucune du monopole de la violence intérieure sur son territoire et sa population sans intervention extérieure et du monopole de la puissance extérieure¹².

La souveraineté de chaque Etat constitue la limite de la souveraineté des autres. Le respect mutuel et réciproque de la souveraineté est un principe de paix entendu qu'il s'inscrit dans le cadre du principe d'égalité entre "les nations grandes et petites"¹³ en garantissant l'intégrité territoriale et politique à chaque Etat bien que l'on puisse modérer le propos en évoquant le veto dont disposent certains Etats au Conseil de sécurité¹⁴.

Les Etats sont libres d'adhérer ou non aux traités internationaux. Ils sont libres d'émettre des réserves interprétatives aux traités qu'ils ratifient à condition que celles-ci soient compatibles avec le but et l'objet des traités. Les Etats sont libres sous réserve de formalisme procédural de se retirer d'un accord international ratifié¹⁵.

Le DIP né des relations entre Etats souverains pour organiser leurs relations extérieures est la somme des limitations consenties par les Etats à leur puissance¹⁶. Les Droits de l'Homme, le DIP sont des droits conventionnels, il n'existe pas de normes impératives s'imposant aux Etats contre leur volonté quoique l'on puisse modérer le propos entendu la jurisprudence de la CIJ.

A noter que bien que la CIJ laisse transparaître à diverses reprises la notion de *jus cogens*, notamment par son avis consultatif du 28 mai 1951 concernant la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide faisant référence à l'existence de principes de morale élémentaire *obligeant* les Etats en dehors de tout lien conventionnel puis, par son arrêt du 5 février 1970, affaire de la Barcelona Traction, elle élude l'expression même de *jus cogens* - droit contraignant supérieur.

La CIJ définit de manière aléatoire un ensemble de normes juridiques ou obligations dans l'ordre public international s'imposant *erga omnes* aux Etats et à toutes entités susceptibles d'interférer dans la vie internationale sans que ces normes n'émanent des Etats ni ne nécessitent leur consentement pour être applicables. Les Etats ne pourraient en conséquence aller à l'encontre de ces règles ni en politique internationale, ni par voie d'action ou par voie de convention, ni en politique intérieure, ce qui constitue une atteinte flagrante à la souveraineté de chaque Etat.

12 Diplomatie et guerre.

13 Préambule de la Charte de l'ONU.

14 Problématique du droit de veto au Conseil de sécurité : entendu que tous les Etats sont souverains et égaux, l'existence du Conseil de sécurité et du droit de veto de ses membres consacre l'existence de super-puissances et constitue un outil de paralysie du DIP.

15 Ces trois libertés affaiblissent la portée du DIP mais sont la condition même de son existence : "Le caractère universel des Nations unies, la recherche d'une très large participation à cette convention, la pratique récente suivant laquelle on ne peut être partie à une convention bien qu'ayant fait des réserves et enfin le fait que la convention sur le génocide est le résultat d'une série de votes majoritaires sont autant d'arguments qui militent en faveur d'un assouplissement dans le jeu des conventions multilatérales." - avis de la CIJ (1951)

16 La théorie volontariste du DIP apparaît clairement.

L'application du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies -

L'ingérence humanitaire est-elle fondement dans les décisions du Conseil de sécurité ? Il faut remarquer que le Conseil de sécurité motive et fonde depuis 1990 ses résolutions sur la base de ses devoirs et responsabilités au titre du Chapitre VII de la Charte relatifs aux "*Actions en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression*". Il constate la violation des droits de l'homme et/ou du droit humanitaire (répression, tortures, génocides...) en l'interprétant comme menace contre la paix internationale au regard de situations qui souvent s'inscrivent dans le cadre de guerres civiles dès lors que cette situation est susceptible de déstabiliser une région¹⁷. Considérer en droit stricto sensu que l'idée d'ingérence se justifie depuis la crise irakienne du Kurdistan serait une erreur. La décision d'intervention doit être légitimée par la communauté internationale.

Seule l'ONU a la responsabilité de défendre et faire respecter les objectifs fondamentaux prévus dans la charte, à savoir la paix et la sécurité internationales (l'interdiction du recours à la force), la protection des Droits de l'Homme en tant de paix ou de guerre (DIH), le respect de la souveraineté et de l'égalité des Etats. A contrario, un Etat ne dispose pas du droit d'intervenir par la force contre un autre Etat. Aucune intervention militaire afin de pacification ne peut être le fait unilatéral d'un Etat sans être considérée comme un acte de guerre illicite et, par conséquent, comme relevant du droit pénal international de la CPI. Cette condition juridique de la légalité de l'intervention est au cœur de l'affaire syrienne dont on sait que les vetos russe et chinois du 28 août 2013 interdisent *de jure* la légalité de toute intervention armée alors même que le projet de résolution britannique est de pouvoir agir sur le fondement du Chapitre VII.

L'opération de maintien de la paix au titre du Chapitre VII ne constitue pas un acte d'ingérence. En cas de conflit armé, le Conseil de sécurité peut sur mandat des Etats membres en application du Chapitre VII décider d'une intervention qualifiée d'opération de *maintien de la paix* sous réserve de répondre à trois principes développés par la doctrine de maintien de la paix de l'ONU publiée en 2008 : *le consentement des parties, l'impartialité et l'usage de la force limitée à la légitime défense et à l'exécution stricte du mandat*. Cette doctrine fait suite aux difficultés rencontrées lors des opérations en ex-Yougoslavie, Rwanda et Somalie qui se caractérisent par le fait qu'elles se déroulent dans le cadre de guerres civiles à caractère international ou devenues des conflits armés internationaux en raison de la reconnaissance d'indépendance de certains mouvements sécessionnistes¹⁸.

Les opérations de maintien de la paix supposent désormais un consentement des belligérants, ce qui par nature s'oppose à la qualification d'ingérence. Le déploiement de casques bleus a pour finalité première de séparer les belligérants afin de rétablir la paix et veiller au respect du droit humanitaire dans le déroulé du conflit¹⁹.

17 Prise en compte de deux critères essentiels : l'afflux de réfugiés et la circulation des armes.

18 Ex : l'indépendance de la Croatie reconnue par l'Allemagne en décembre 1991. Son ministre des Affaires étrangères, Hans Dietrich Genscher déclare à propos de la reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie que "Refuser de reconnaître ces républiques conduira à une nouvelle escalade de l'usage de la force par l'armée fédérale (yougoslave) qui interprétera cela comme une approbation de la politique de conquête." La France tient une position opposée et François Mitterrand dans une entrevue accordée à Bernard-Henri Lévy le 16 février 1994 affirme que "La position de la France, par ma voix, a été de demander aux autres pays (de l'Union européenne)... deux choses. D'abord, avant de procéder à toute reconnaissance d'Etat, de définir le droit des minorités... veiller à ce que ce droit soit garanti internationalement. Et puis ensuite que soit examiné le problème des frontières..." A noter que l'Allemagne était pro-slovène et pro-croate alors que la France était pro-serbe puisqu'"Il y a des liens très forts entre la France et la Serbie. Nous avons vécu deux guerres durant ce siècle. Nous avons été mêlés de près, dans le même camps, au même drame vécu."

19 Reste le cas des prisonniers et des civils que les casques bleus sont chargés de protéger contre toute violation du DIH par une des parties au conflit, à souligner que là réside toute la difficulté, illustration : la définition même de la mission Licorne au Rwanda.

La mission de soutien de l'autorité de l'Etat ne constitue pas une ingérence humanitaire au titre du Chapitre VII.

Illustration - le Mali

La mission de soutien au Mali, la MISMA, décidée par le Conseil de sécurité (résolution 2085) en application du Chapitre VII après avoir constaté que la situation de crise constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales est atypique, non dans son fondement juridique officiel mais dans ses objectifs et la mise en œuvre de l'objectif principal.

Son objectif n'est ni de s'interposer entre belligérants, ce serait alors une opération de maintien de la paix, ni de s'opposer à l'autorité d'un Etat en raison de la violation du DIH mais de restaurer l'ordre et l'autorité de l'Etat considéré par la communauté internationale comme légal et légitime et de permettre la transition, via des élections, vers une situation politique pacifiée.

A rappeler que la crise malienne est un problème interne : le renversement de Amadou Toumani Touré par les militaires suite à l'absence ou à l'insuffisance de décisions politiques en réactions aux avancées rebelles²⁰. Dans ce cadre, la MISMA se réalise sous l'autorité de l'ONU via la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). La France décide d'engager l'opération Serval en janvier 2013 en raison d'intérêts²¹ : cette opération s'inscrit dans le cadre de la résolution de l'ONU et est essentiellement *ab initio* une opération franco-française à la demande et avec le soutien du président malien.

A noter qu'en 1999 devant l'Assemblée générale, Kofi Annan pose une question fondamentale : "Si l'intervention humanitaire constitue effectivement une atteinte inadmissible à la souveraineté, comment devons-nous réagir face à des situations dont nous avons été témoins au Rwanda ou à Srebrenica, devant des violations flagrantes massives et systématiques des droits de l'homme, qui vont à l'encontre de tous les principes sur lesquels est fondée notre condition d'êtres humains ? »

➤ **LA R2P - RESPONSABILITY TO PROTECT - AU TITRE DU CHAPITRE VII : INTERVENTION ENCADREE**

Depuis le XIX^e se développe l'idée que la souveraineté d'un Etat se mérite et implique des obligations dont celle de respecter les Droits de l'Homme sur son territoire.

Reprise dans les années 1990 par Francis Deng, représentant du Secrétaire général sur les personnes déplacées Kofi Annan, en popularise l'idée. Elle devient *la doctrine Annan* selon laquelle la souveraineté ne constitue plus un rempart derrière lequel peuvent se commettre toutes les exactions entendu qu'*"Il s'agit au fond d'un problème de responsabilité : en cas de violations massives des droits de l'homme universellement acceptés, nous avons la responsabilité d'agir."* Le gouvernement canadien en septembre 2000 met sur pied une Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des Etats qui dépose l'an suivant un rapport : *La Responsabilité de protéger* – la R2P²²

20 Notamment les réseaux islamistes du Nord.

21 Uranium pour Areva.

22 A souligner son adoption au moment où une grande campagne internationale s'organise sur la guerre du Darfour et le supposé génocide en cours sur son territoire alors qu'à cette époque il n'y a pas de génocide contre les Darfouriens (de facto, 2.5 millions de personnes déplacées supposées être exterminées trouvent protection dans les villes de casernement, à savoir là où se trouve l'armée darfourienne qui les protège).

La R2P inclut "non seulement la responsabilité de réagir à une catastrophe humaine effective ou redoutée mais aussi la responsabilité de la prévenir et la responsabilité de reconstruire après l'événement"²³.

« Il importe en effet de ne pas laisser le vocabulaire – et les notions que recouvre le choix de telle ou telle expression – faire obstacle au traitement des véritables enjeux. Tout comme elle a constaté que l'expression « intervention humanitaire » ne contribuait pas à faire progresser le débat, la Commission considère aussi que les termes des débats passés opposant partisans et adversaires d'un « droit d'intervention » [...] sont dépassés et de peu d'utilité. Nous préférons parler non pas d'un « droit d'intervention », mais plutôt d'une "responsabilité de protéger".

Kofi Annan reprend ses conclusions et en 2005 idem par le Groupe de personnalités sur les menaces, les défis et le changement. L'Assemblée générale des Nations Unies admet alors l'existence d'une responsabilité de protéger les populations en cas de génocide, crimes de guerre, purification ethnique et crimes contre l'humanité.

Le 28 avril 2006 dans sa résolution 1674, le Conseil de sécurité entérine le principe et "réaffirme les dispositions des paragraphes 138 et 139 du Document final du Sommet mondial de 2005 relatives à la responsabilité de protéger les populations du génocide, des crimes de guerre, de la purification ethnique et des crimes contre l'humanité".

Le sommet mondial de l'ONU de 2005 *consacre le principe de responsabilité de protéger*²⁴ qui veut que "Lorsqu'un Etat se révèle incapable ou peu désireux de protéger sa population, et que des crimes contre l'humanité sont perpétrés, la communauté internationale a l'obligation d'intervenir, si nécessaire et en dernier recours, par la force militaire." A observer que cette disposition consacre seule l'obligation d'intervention et non pas un principe d'intervention et ce, au regard d'une situation précise si preuve (non supputation) de crimes contre l'humanité. Le vocable intervenir n'est pas anodin, il suppose une action circonstanciée, limitée, autorisée par la communauté internationale et motivée par un objectif précis : stopper les crimes contre l'humanité²⁵. Le Conseil de sécurité peut prendre différentes décisions ou recommandations décrites aux articles 40 et suivants de la Charte afin de porter atteinte *a minima* à la souveraineté de l'Etat concerné -

✕ sanctions politiques : embargo, gel des avoirs... saisine de la CPI

23 En Birmanie, le cyclone Narguis donne lieu à des débats parmi les juristes sur l'opportunité d'étendre le champ d'application de la R2P. La junte qui dirige la Birmanie n'aide pas la population. Une ONG britannique parle de 1.5 million de personnes en risque imminent de mort. Alors, on propose d'élargir la R2P faisant de la non-assistance à personne en danger un crime contre l'humanité. En Libye : il y aurait eu une attaque aérienne contre les manifestants de Tripoli le 23 février (que personne n'a lieu vu qu'elle n'a pas eu lieu). Les présidents Obama, Sarkozy et Cameron déclarent qu'un homme qui envoie son aviation attaquer sa propre population est indigne de gouverner et doit quitter le pouvoir. *Regis Debray montre clairement que l'Occident moderne voit ce qu'il croit au lieu de croire ce qu'il voit*, entendu qu'à une époque où les smartphones sont généralisés, personne ne s'interroge sur le fait qu'il n'y a pas la moindre photo. De facto, le Kosovo, l'Irak, le Darfour, la Birmanie, la Libye : 5 interventions qui relèvent d'une justification fantasmagorique à des fins de propagande. Rappel : si au Vietnam, les Etats-Unis perdent la guerre des médias, ils assimilent la leçon pour l'avenir.

24 Articles 138-139, le document affirme que "C'est à chaque Etat qu'il incombe de protéger ses populations du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité"... (et que) "nous sommes prêts à mener en temps voulu une action collective résolue, par l'entremise du Conseil de sécurité... lorsque ces moyens pacifiques se révèlent inadéquats et que les autorités nationales n'assurent manifestement pas la protection de leurs populations."

25 Une fois de plus remarquons l'échec du DIP en ce domaine en raison de considérations politiques.

✕ mesures ciblées intentatoires à la souveraineté territoriale comme la définition d'une zone de protection ou zone d'exclusion aérienne qui suppose matérialisation via l'emploi de moyens militaires par les Etats membres de l'ONU ou d'une autre organisation (OTAN, Ligue Arabe, Ligue Africaine...) sans que cela soit une opération de maintien de paix.

En Libye : opération à caractère humanitaire avec des moyens militaires essentiellement franco-britanniques avec le soutien logistique des Etats-Unis et de l'OTAN dont l'objectif est de protéger les civils menacés tout en excluant le déploiement d'une force d'occupation étrangère (§4 résolution 1973), via la définition de la zone d'exclusion aérienne sous réserve de l'assistance humanitaire (§7 de la résolution 1973)

✕ mesures symboliques : rappel des diplomates, rupture des relations diplomatiques, gel des avoirs financiers ou suspension des relations économiques... boycott de ventes de produits à destination du pays sous réserve des exceptions humanitaires (denrées et matériels médicaux, résolutions 661, 666, 687, 757, 917).

La R2P suppose en premier lieu une décision du Conseil de sécurité puis une action des Etats et enfin une action limitée aux termes de la résolution adoptée sans aucune initiative de leur part. A noter que la R2P reste *une déclaration d'intention* puisque son exécution dépend in fine des rapports de force entre grandes puissances qui peuvent y mettre leur veto. A ce titre, le droit de veto qui va à l'encontre de l'idée même d'égalité de tous les Etats pourrait apparaître comme un archaïsme mais il faut convenir qu'il est aussi *un outil au service de la paix* car, en interdisant l'adoption d'une résolution susceptible de mettre en opposition militaire les grandes puissances, il contribue à la paix²⁶.

A noter que, bien que l'idée de R2P parte d'un objectif louable, elle peut servir de prétexte à une puissance afin de servir des ambitions géopolitiques. *L'ingérence impériale* ne représente pas un risque nouveau, elle est une réalité aussi ancienne que les Etats eux-mêmes. Ainsi, le parlement britannique en déclinant l'invitation d'intervenir militairement malgré l'emploi d'armes chimiques par des auteurs non identifiés a sans doute fait beaucoup pour la paix mondiale et l'humanité. Le parlement britannique évite aussi à la France qui a ratifié les statuts de Rome de la CPI une intervention armée sans fin et à risque susceptible d'être qualifiée en droit d'agression armée car non autorisée par l'ONU entendu que la Charte prohibe le recours à la force, notamment la guerre d'agression, défini par la résolution 3314 comme "... l'emploi de la force armée par un Etat contre la souveraineté ou l'indépendance politique d'un autre Etat ou de toute autre manière incompatible avec la Charte ainsi qu'il ressort de la présente définition."

Aujourd'hui, la guerre d'agression est un crime contre la paix et un crime d'agression au sens légal puisque l'article 8 du statut de Rome de la CPI dispose qu'"Aux fins du présent statut, on entend par crime d'agression, la planification, la préparation, le lancement ou l'exécution par une personne effectivement en mesure de contrôler ou de diriger l'action politique ou militaire d'un Etat, d'un acte d'agression qui, par sa nature, sa gravité, son ampleur, constitue une violation manifeste de la charte des Nations unies. On entend par acte d'agression, l'emploi par un Etat de la force armée contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre Etat, ou de toute autre manière incompatible avec la Charte."

---

26 Dans les dossiers syrien et ukrainien, il évite un conflit entre nations nucléarisées et, relativement à la Syrie, le droit de veto évite l'installation durable d'un régime islamiste dans la région du Levant...

➤ LES OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX

Au niveau international, se développe l'idée que la paix est plus importante que la guerre et s'illustre par diverses expressions telles que "maintien de la paix", "imposition de la paix", "rétablissement de la paix", "construction de la paix", "responsabilité de protéger" ou encore "assistance humanitaire"... Cette idée réductrice en ce qu'elle renvoie à un unique aspect de catastrophe humanitaire insiste sur la persistance des conflits armés de part le monde et se résume à son caractère d'urgence humanitaire".

Avec la chute du Mur de Berlin et la disparition de l'URSS, l'on note la fin du recours systématique au droit de veto au Conseil de sécurité, les opérations qualifiées de maintien de la paix se multiplient²⁷ et la logique devient celle de la pacification et de la stabilisation. De facto, le développement des opérations civilo-militaires ou de protection des civils mise en avant par l'ONU ne parvient que rarement à mettre un terme aux conflits.

Aucune mention des opérations de maintien de la paix dans la Charte des Nations Unies mais l'on peut situer leur fondement entre le chapitre VI et le chapitre VII.

La 1re opération - mise en place en 1948 : surveillance du cessez-le-feu en Palestine après le plan de partage décidé en 1947 par l'Assemblée générale.

A ce jour, en avril 2022, 13 opérations de maintien de la paix (sur les 71 déployées depuis 1948) -

Afrique - MINURSO (Sahara occidental), MINUSMA (Mali), MINUSCA (République centrafricaine), MONUSCO (République démocratique du Congo), FISNUA (Abiyé), MINUSS (Soudan du Sud).

Asie / Pacifique - UNMOGIP (Inde, Pakistan).

Europe et Asie centrale - MINUK (Kosovo), UNFICYP (Chypre).

Moyen-Orient - FNUOD (force d'observation du désengagement), FINUL (Liban), ONUST (surveillance de la trêve).

Les opérations de maintien multidimensionnelles ont plusieurs objectifs -

- . maintien de la paix et de la sécurité
- . aider au processus politique et constitutionnel - ex : organisation des élections, promotion des droits de l'homme, restauration de l'état de droit... étendre l'autorité légitime de l'Etat
- . protéger les civils
- . aider au désarmement
- . aider à la démobilisation et à la réintégration des ex-soldats

Les opérations de maintien de la paix reçoivent mandat du Conseil de sécurité. Leurs troupes et forces de police sont fournies par les Etats membres, elles sont gérées par le Département des opérations de paix et soutenues par le Département de l'appui opérationnel au Siège de l'ONU.

Problèmes identifiés et demandes -

- . manque de clarté des mandats²⁸, mandats non en concordance avec les moyens nécessaires à leur réalisation, absence d'ordres clairs et structurés
- demande de mandats "clairs, crédibles et réalistes"
- . indécision politique
- . impossibilité d'avoir un interlocuteur qualifié à New York
- . manque d'efficacité des hommes envoyés sur le terrain

²⁷ Yougoslavie, Somalie...

²⁸ Le Général Cot, dans Parier pour la paix (2006) regrettait de n'avoir comme interlocuteurs que des fonctionnaires civils sans culture militaire incapables de l'aider sur le terrain et proposait un officier général de haut rang comme adjoint militaire du Secrétaire général qui serait aussi commandant en chef désigné des casques bleus

Le Général Cot confirme ce fait : "Par charité, je tairai ici les nationalités de nombre de bataillons de va-nu-pieds que j'ai eu sous mes ordres en ex-Yougoslavie (...) commandés par des chefs souvent incompetents, pratiquant sans scrupule la corruption, le marché noir, la collusion avec un ou plusieurs partis qui s'affrontent". Sans oublier le fait qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité de placer les contingents là où il voulait par refus des gouvernements nationaux, ce qui limite les capacités opérationnelles des Casques bleus.

- . problème de relations interculturelles entre les contingents de divers pays
- . problème d'interactions entre les forces de l'ONU et la population locale - scandales dénoncés qui génèrent la création en novembre 2005 de services de déontologie et de discipline au sein du département des opérations de maintien de la paix = une formation commune à tous les soldats envoyés dans le cadre de l'ONU serait nécessaire, une sensibilisation à la culture locale du pays d'opération aussi
- . difficulté à trouver des pays prêts à s'engager dans des opérations de l'ONU

➤ LE DEVELOPPEMENT

La Déclaration du Millénaire adoptée par les membres de l'ONU formule 8 objectifs à atteindre pour 2015 -

- . réduire l'extrême pauvreté et la faim
- . assurer l'éducation primaire pour tous
- . promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes
- . réduire la mortalité infantile
- . améliorer la santé maternelle
- . combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies
- . assurer un environnement durable
- . mettre en place un partenariat mondial pour le développement

A remarquer l'absence de proposition pour mettre en oeuvre ces objectifs.

❑ L'ONU : PROPOSITIONS DE REFORME

➤ LA REFORME DU CONSEIL DE SECURITE

Le Conseil de sécurité est le centre du système onusien.

Article 24

Afin d'assurer l'action rapide et efficace de l'Organisation, ses Membres confèrent au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales et reconnaissent qu'en s'acquittant des devoirs que lui impose cette responsabilité le Conseil de sécurité agit en leur nom.

L'ONU lors de sa création compte 51, désormais elle en comporte 199. Si ses résolutions sont obligatoires, leur respect est une autre question.

Le Conseil se compose de 5 Etats membres permanents -

- . la Chine
- . les Etats-Unis
- . la France
- . la Grande-Bretagne
- . la Russie

Deux problèmes - la représentativité du Conseil
le droit de veto

En 2005, Kofi Annan présente divers plans de réformes et préconise la création de 9 sièges selon deux modèles -

- . la création de 6 sièges permanents - car l'Afrique exigeait 2 sièges permanents - et donc de 3 sièges non permanents
- . la création de 8 sièges élus d'un genre nouveau : élus pour 4 ans renouvelables. Un siège non permanent classique serait également ajouté.

Le 6 juillet 2004 est présenté le "projet du G4" soutenu par l'Allemagne, le Brésil, le Japon et 31 autres Etats proposant la création de -

- . 6 nouveaux sièges permanents : 2 pour l'Afrique, 2 pour l'Asie, 1 pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 1 pour les Etats Occidentaux
- . 4 sièges non permanents : 1 pour l'Afrique, 1 pour l'Asie, 1 pour l'Amérique latine et les Caraïbes, et 1 pour l'Europe de l'Est

La question du droit de veto ne serait tranchée que 15 ans après l'entrée en vigueur de l'amendement à la Charte lors d'une conférence de révision.

A observer que les 5 membres permanents du Conseil de sécurité sont les seules puissance nucléaires "légitimes", aussi est-il peu probable qu'une réforme aboutisse.

➤ CREER UNE FORCE D'ACTION RAPIDE

L'ONU ne possède pas une armée propre alors qu'une force armée de déploiement rapide serait nécessaire. La Charte prévoit dans son article 45 une mise à disposition rapide de contingents nationaux en cas d'urgence mais cet article est loin d'être appliqué.

Le général Jean Cot avance des propositions concrètes -

- . le rôle d'une force d'action rapide, composée de 5000 à 10 000 soldats entraînés et motivés, serait d'imposer l'arrêt des combats aux belligérants et faire cesser les comportements inacceptables de certains dirigeants
- L'on peut imaginer des bataillons de type légion où cadres et soldats s'engageraient individuellement sous le drapeau de l'ONU.
- . des bataillons offerts "clés en main" par les nations qui le désirent

➤ **UN AVENIR POUR L'ONU : L'ETABLISSEMENT D'UN CONSENSUS MONDIAL
ET SI L'ON APPLIQUAIT LA CHARTE?**

Le monde de l'après-guerre (39-45) cherche un système de sécurité efficace. Aujourd'hui, l'on remarque que l'ONU apporte son aide aux pays dévastés mais aucune stratégie n'est définie afin de prévenir les conflits et rien n'est fait pour endiguer les conflits intra-étatiques ou inter-étatiques.

De nombreuses hypothèses de réformes naissent, toutefois le problème n'est pas structurel mais politique. Le point de blocage est la réforme du Conseil de sécurité avec pour principale question son élargissement. Chacun s'accrochant à ses privilèges : il faut reconnaître que l'ONU est irréformable. L'organisation reflète le manque de consensus mondial pour construire la paix, éradiquer la pauvreté, faire respecter les droits de l'homme... sauvegarder l'environnement.

De facto, pour réaliser ces objectifs, l'ONU a besoin de coordination, coopération afin de réaliser un consensus mondial.

Le 4 novembre 2021